

Loi Travail : toutes concernées, toutes mobilisées !

La philosophie de la loi Travail repose sur l'inversion de la hiérarchie des normes, inversion qui fera primer les accords d'entreprises sur les accords de branches ou sur la loi.

Lorsqu'on regarde les secteurs où les femmes sont concentrées, on se rend compte que dans une majorité de ces secteurs, les conditions de travail sont très difficiles (nettoyage, services, commerces...) et que ce sont également des lieux où le syndicalisme est peu implanté. Autrement dit, cette inversion de la hiérarchie des normes viendra fragiliser ou imposer encore plus des reculs sociaux avec des accords au rabais.

Autre élément impliquant cette inversion de la hiérarchie des normes : l'égalité professionnelle. Inscrite dans la loi, imposée par cette dernière aux patrons (mais parfois aussi aux syndicalistes !) il va sans dire qu'elle sera d'autant plus compliquée à faire valoir dans les entreprises avec cette nouvelle loi. Déjà la loi Rebsamen avait noyé le Rapport de Situation Comparée dans un autre document, outil pourtant indispensable pour décrypter les inégalités afin d'agir !

Autre facteur d'inégalité, la flexibilité. En attaquant le temps de travail, on touche à un élément fondamental pour les femmes car elles ont toujours plus en charge du travail domestique. Et cela pèse sur le quotidien, quand il faut s'organiser entre le boulot, la gestion des enfants, la gestion de la maison... Aussi, avec cette loi qui veut augmenter la durée maximum hebdomadaire du travail, aggraver la modulation du temps de travail, réduire les délais de prévenance pour les horaires etc., on voit tout de suite quelles vont être les conséquences désastreuses pour les salariées.



D'autres mesures sont inacceptables : toucher à la durée et à la modalité des congés, les faire dépendre de l'entreprise où l'on travaille participe à un dumping social d'un autre siècle ! Faciliter les licenciements pour toutes celles (et tous ceux) qui ne pourront pas s'adapter à la rentabilité voulue par l'entreprise, est encore un des éléments pénalisant les femmes.

Alors oui, nous sommes en tant que femmes salariées, du public et du privé, toutes concernées par cette loi. Car elle met en cause nos progrès pour l'égalité, notre avenir.

Les prochaines étapes de la mobilisation contre cette loi sont déterminantes. La vocation à organiser dans nos services tout le mois de juin. Et la manifestation nationale à Paris, le 14 juin prochain. Pour nous montrer déterminées à lutter contre cette régression sociale. En tant que travailleuses et en tant que femmes.

En lutte !

MATERNITÉ DEBOUT ! Pithiviers : une lutte de femmes pour les femmes.

La direction de l'hôpital de Pithiviers (Loiret) a annoncé le 8 mars la prochaine fermeture de la maternité, sur injonction de l'ARS, en invoquant le manque de sécurité (manque de médecins). Il faudra aller accoucher au CHR d'Orléans, à Gien, Montargis ou dans l'Essonne. Et pour celles qui en ont les moyens en clinique commerciale. A l'heure où la politique sanitaire gouvernementale consiste essentiellement à sabrer les services publics, l'hôpital public est particulièrement visé. Les établissements de proximité sont les premiers touchés, zones rurales, petites villes éloignées des hôpitaux de référence...

Plutôt que d'améliorer la sécurité supposée défaillante sur Pithiviers, l'Agence Régionale de Santé impose une perte de chance aux futures mamans inutilement exposées à un transport de plus de 2 heures alors que l'engagement était d'assurer un service d'urgences de moins à moins de 30 mn. Les autres services de maternité du département sont déjà surchargés et ce transfert d'activité dégradera encore plus le service offert aux femmes. Le seul objectif de l'ARS est de faire des économies aux risques et périls de la population et non d'assurer la sécurité.

Que va devenir le personnel ?

La fermeture des salles de naissance, c'est en plus la fermeture du bloc opératoire et la menace de perdre des emplois qualifiés (aides soignantes, auxiliaires de puériculture, puéricultrices, infirmières spécialisées, sages femmes et médecins). Que vont devenir les hospitalier-es concerné-es ? Trimballé-es comme de vulgaires pions à l'autre bout du département ou de la région et condamné-es, eux et elles aussi, à passer leur vie sur les routes pour ne pas perdre leur emploi.

Un service d'innovations au service des femmes

C'est dans cette maternité que, pour une des premières fois dans notre pays, sur l'initiative de son équipe médicale et soignante avec le D. Michel Odent, il a été possible d'humaniser l'offre de soins faite aux femmes et de ne plus réduire l'accouchement à un acte médicalisé. En redonnant l'initiative et une grande partie de la maîtrise de leur propre accouchement aux mamans, l'équipe de Pithiviers a participé au mouvement de libération des femmes et a largement inspiré des dizaines d'autres équipes en France et dans le monde.

Rayer ce service d'un coup de plume est un crime contre l'histoire des progrès sanitaires de notre pays, un crime contre les femmes, un crime contre l'emploi et la population de Pithiviers et du département.

Auto-organisation de la lutte

Ces femmes en lutte sont sur tous les fronts : manifestations, négociations, grèves, interpellation des élu-es du département ou du premier ministre en visite dans le Loiret, questions au gouvernement relayées au parlement. Elles sont partout, de la rue aux réseaux sociaux, des salles de naissance aux lieux de pouvoir. Un vrai... siège et aucune porte de sortie laissée aux technocrates!

Quelle leçon et quel savoir faire pour des collègues si peu rompues au travail syndical ! Elles font la démonstration que ce sont d'abord de vraies militantes au quotidien. C'est leur engagement professionnel qui s'exprime avec force à travers cette lutte admirable. Au boulot comme dans la rue, face aux technocrates de l'ARS comme aux côtés des femmes qui leur font confiance lors de leur accouchement, toujours au service des autres.

Une lutte citoyenne

Et c'est tout le nord du Loiret qui entre en lutte à leurs côtés, commerçants, agriculteurs, association d'usagers très active. La population a bien compris le danger. La fermeture de la maternité annonce la fin de l'hôpital avant celle des autres services publics. Déjà plusieurs bureaux de poste des communes environnantes sont fermés. La fermeture de la sous-préfecture est prévue. Autant d'emplois et de services à la population supprimés.

Une opération ville morte a eu lieu le 30 avril avec un blocage par les agriculteurs et les motards des accès à la ville et deux cortèges de manifestation, 1200 personnes au moins, se sont rejointes au centre de la ville pour dire clairement NON à cette politique de casse des services publics.

Alors comme elles, osons dire non à la marchandisation de la santé !



Formation

Les intersyndicales femmes 2016 : succès !

4 thèmes étaient au programme cette année. Avec, encore une fois cette année, plus de 300 participant-es.

La première matinée a abordé un nouveau thème : Femmes et climat. La première intervention s'est concentrée sur l'histoire : depuis très longtemps, les femmes ont été présentes dans les combats écologistes (mais souvent dans l'ombre) dès 1950 aux USA contre la pollution chimique, à Plogoff en 1980 en Bretagne contre le nucléaire ou en 2015 dans le 93 contre les pollutions centrées dans cette banlieue, faisant le lien entre pauvreté et pollution.

La deuxième intervention était en lien avec la surmédicalisation de la COP21 et montrait que le changement climatique n'est pas un processus linéaire, qu'il est la conséquence directe de l'intervention de l'humanité sur la nature, qu'il provoque des inégalités, des injustices sociales, un défaut ou une absence de démocratie. Les femmes, très souvent chargées de la vie des familles, sont les plus impactées par les conséquences de ce changement.

La journée s'est poursuivie par « Femmes et santé au travail ». Le constat était unanime : les politiques de santé au travail et la recherche d'égalité ne sont efficaces que si elles prennent en compte la dimension de genre. Le savoir médical s'est construit sur l'exclusion des femmes du monde du travail. Le travail des femmes, considéré comme une continuité du travail domestique, les a exclu d'un certain nombre de métiers et explique les inégalités salariales, les temps partiels... Des études commencent enfin à démontrer les conséquences physiques et/ou mentales des conditions de travail des métiers dits « féminins » avec une difficulté à les faire reconnaître et à agir. Aussi bien dans le privé que dans le public. Des exemples ? taux de cancer supérieur de 30 % à la moyenne nationale pour les femmes travaillant de nuit, augmentation des accidents de travail de 21 % pour les femmes (alors qu'ils diminuent pour les hommes) manque de considération des risques dans les métiers sur-féminisés (caissières, nettoyage, service à la personne...).

Le CHSCT est l'un des outils qu'il faut investir et surtout genrer pour intervenir. Avec toujours en toile de fond le fait qu'améliorer la prise en compte pour les femmes de la pénibilité, des risques professionnels et leur prévention, bénéficiera à toutes et à tous !

Le lendemain matin s'est focalisé sur la solidarité internationale par les luttes. L'introduction a mis l'accent sur la « guerre intérieure » menée contre les salarié-es, guerre contre la main d'oeuvre avec notamment les attaques contre nos libertés (l'Etat d'urgence) mais aussi nos droits (la loi Travail). Cette guerre intérieure est associée à la guerre extérieure avec une re-composition des alliances internationales et des déplacements de populations. D'où la nécessité de faire tomber nos préjugés et d'être solidaires avec les autres pays, comme avec les réfugié-es.

Deux exemples de luttes ont ensuite été exposés. Celle des femmes du Kurdistan d'abord (région située sur 4 pays : Iran, Irak, Syrie, Turquie) montrant leur volonté de ne pas plier face à Daech, mais aussi contre le patriarcat en général, celui des « Etats ».

La matinée s'est conclue par l'expérience de la longue lutte victorieuse des 595 femmes de ménage du ministère des finances grec. Licenciées sans indemnités, dans le cadre des économies demandées au gouvernement grec, elles nous ont raconté leur lutte, leur persévérance qui les a fait gagner. Un grand moment d'émotion dans la salle !

Le dernier après-midi a été modifié, au vu de l'actualité : le thème de « la construction sociale des corps » initialement programmé a été remplacé par un débat sur la Loi Travail et ses conséquences pour les femmes (voir édito). Ce débat a permis de lancer l'idée d'un tract commun, entre les organisations syndicales et les mouvements féministes sur ce projet de loi.

2017 nous attend. Et il s'agira de fêter les 20 ans d'une intersyndicale exceptionnelle par sa durée et sa volonté d'interroger, ensemble, nombre de thèmes à l'aune du féminisme et du syndicalisme.



Hommage

Après les funérailles qui se sont déroulées en avril dernier, une cérémonie d'hommage à Maya Surduts est organisée le 25 juin prochain.

Elle se déroulera à la Mairie annexe du 14^e arrondissement de Paris, de 14h30 à 22h30.

Le communiqué de Solidaires est en ligne à cette adresse :
<https://www.solidaires.org/Deces-de-Maya-Surduts-une-figure-du-feminisme>

Rendez-vous

Prochaines commissions

Commission Femmes de Solidaires :

**le 1er juillet
à partir de 13 h**

Commission Femmes de SUD santé sociaux :

**le 15 juin toute la journée
à la FD**

Film

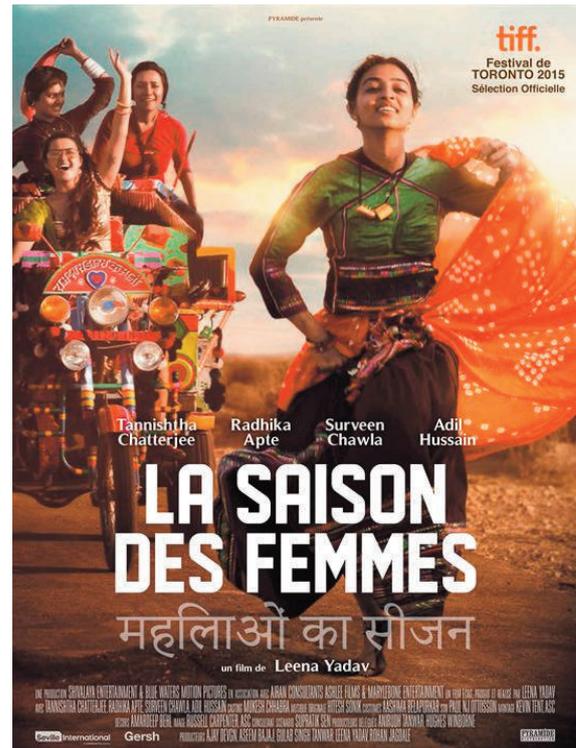
« La saison des femmes » de Leena Yadav

Après 2 films réalisés à Bollywood, la réalisatrice (mais aussi monteuse, scénariste et productrice) indienne Leena Yadav bifurque courageusement vers le film indépendant.

« La saison des femmes » est son troisième long métrage. Ce film s'inscrit dans un cinéma social et féministe. Il est, vu le thème traité, courageux, sensible, fort, insoutenable parfois, toujours juste dans la dénonciation des violences faites aux femmes.

Le film dénonce la tradition toujours respectée dans un village du Gujarat, dont les normes patriarcales ne sont pas mises en cause (et notamment par les femmes). Quand une jeune veuve doit trouver une adolescente pour la fiancer à son fils de 15 ans, elle et ses fidèles amies commencent à se demander s'il est normal de marier d'aussi jeunes filles. Et de là, elles questionnent l'interdiction d'éducation et d'indépendance des femmes.

A travers le parcours émancipateur de 4 femmes, une femme battue, une femme révoltée, une femme pros-



tituée, une adolescente victime des traditions, on oscille en permanence entre le rire et l'effroi, dans une description crue et réaliste d'une société traditionaliste et violente. L'amitié de ces femmes si différentes porte ce film et permet de rester optimiste.

Bulletin édité par la commission femmes de Solidaires à destination de toutes celles et tous ceux qui luttent pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Pour nous écrire et envoyer vos infos : bulletinfemmes@solidaires.org